

# Vers l'Algérie socialiste

Les changements qui viennent de s'opérer dans le G.P.R.A. sont d'une importance exceptionnelle. Pour en comprendre la signification, il faut écarter les pauvres spéculations de journalistes et d'hommes politiques sur les durs et les mous dans le F.L.N., et considérer la question sous l'angle des problèmes sociaux qui se posent à la révolution algérienne.

Dans une série d'articles parus sous le titre général « Où va l'Algérie ? » (1), nous avons dit que l'indépendance qui se dessinait désormais avec certitude ne pouvait être qu'un cadre ; que les masses algériennes y mettaient des aspirations sociales profondes, en premier lieu au sujet de la terre ; et que la seule garantie pour la révolution, pour les masses algériennes serait un gouvernement ouvrier et paysan construisant une Algérie socialiste. Il va de soi que les militants français doivent soutenir la révolution algérienne, quelle que soit sa direction. Mais ce devoir étant rempli, on peut exprimer un avis sur les conditions politiques qui assureront une victoire définitive aux masses algériennes.

\*\*

Ce sont les événements qui ont cependant donné aux combattants de la révolution algérienne des avis et des leçons dont ils paraissent avoir tiré un grand profit, avant même d'être parvenus à l'indépendance de leur pays.

On se rappelle que, dans la première période de la révolution algérienne, le Congrès de la Soummam — tenu en Algérie même — avait adopté un programme qui, socialement, était très avancé (2). Par la suite, ce programme avait été quelque peu laissé de côté. Plus exactement, après que de Gaulle se soit publiquement prononcé pour l'autodétermination, le gouvernement algérien fut composé avant tout en vue de préoccupations essentiellement militaires et diplomatiques. D'où la combinaison entre des hommes comme Krim Belkacem, Boussouf, Ben Tobbal et Ferhat Abbas, les premiers orientés surtout sur les problèmes de lutte militaire et le dernier en vue de négocia-

tiations. Ceux qui avaient des préoccupations sociales, et ceux qui avaient une vue plus internationale de la révolution algérienne se trouvèrent mis à l'arrière-plan.

Sur le plan des négociations, il est apparu que de Gaulle avait encore bien du chemin à faire pour qu'il pénètre sur un terrain où une négociation est possible, quels que soient les hommes qui représentent la révolution algérienne. Mais, ce qui a certainement pesé de façon décisive sur les dirigeants du F.L.N., c'est la formidable poussée des masses qui s'est manifestée au grand jour, depuis les manifestations de décembre 1960 dans les villes d'Algérie. (D'autre part, on assiste à présent à d'importants événements dans une série de pays africains, un des plus spectaculaires étant les nationalisations étendues prises par Nasser non comme avant à l'égard des impérialistes, des capitalistes étrangers, mais à l'égard des capitalistes indigènes. A vrai dire, dans une série de pays coloniaux, l'impasse d'un développement bourgeois est telle que les dirigeants même bourgeois se trouvent dans une certaine mesure obligés de faire plus que ce qu'ils voudraient faire.)

Pour la révolution algérienne, où le poids des éléments bourgeois était toujours faible, les éléments socialement les plus avancés se sont trouvés stimulés au cours des derniers mois, et le changement de gouvernement traduit l'évolution qui s'est effectuée parmi les masses algériennes, et l'exprime d'une façon politique consciente. Il associe cette fois-ci les hommes qui ont avant tout des préoccupations strictement militaires aux éléments politiques qui ont été associés au programme de la Soummam et, plus généralement, aux courants socialement les plus avancés du mouvement algérien depuis de longues années.

On ne peut pas exclure qu'au cours des développements ultérieurs certains reculs momentanés se produisent, mais d'ores et déjà on peut penser que la révolution algérienne vient de franchir une étape irréversible et que s'il y avait des reculs, une chose est désormais écartée pour toujours, à savoir la

prédominance d'une tendance « bourguibiste » dans la révolution algérienne, c'est-à-dire d'un courant pro-bourgeois et pro-occidental. (Les récentes contorsions de Bourguiba ne sont en outre pas faites pour renforcer une telle tendance dans le mouvement algérien.)

Dans la révolution algérienne, ce qui se dessine avec la formation du nouveau gouvernement de Ben Khedda, c'est une évolution à la cubaine. Cette révolution algérienne qui est faite « par le peuple » au prix d'énormes sacrifices est aussi une révolution « pour le peuple », une révolution qui donnera à l'indépendance un contenu social qui lui assurera un dévouement et une initiative illimitée des masses algériennes, et un rayonnement considérable dans tous les pays arabes. Avec ce changement de gouvernement, c'est l'Algérie socialiste qui commence à se profiler à l'horizon.

\*\*

Du jour où avait commencé la lutte en Algérie — il y a de cela bientôt sept années — nous avons appelé les travailleurs de France à la soutenir, quelle que puisse être la direction qui menait le combat et la politique qu'elle suivait : il s'agissait en premier lieu de porter des coups à notre ennemi commun, le capitalisme français. Mais, à présent, ce devoir est rendu d'autant plus impérieux que les masses algériennes ont à leur tête une direction qui s'oriente socialement sur une voie qui ferait de la révolution algérienne triomphante une base décisive pour la cause du socialisme dans tout le bassin méditerranéen.

Vive la Révolution algérienne ! En avant pour la République des ouvriers et paysans algériens, pour l'Algérie socialiste !

Pierre FRANK.

(1) Voir « La Vérité des Travailleurs », numéros 114, 115, 117.

(2) Voir « La Révolution algérienne par les textes ; documents présentés par A. Mandouze » (Editions F. Maspero, Paris).